



Géocarrefour

93/2 | 2019

Spatialiser les rumeurs environnementales

Bilan humain de l'ouragan Irma à Saint-Martin : la rumeur post-catastrophe comme révélateur des disparités socio-territoriales

Human toll of hurricane Irma in Saint-Martin: the post-disaster rumour reveals socio-territorial disparities

Annabelle Moatty, Delphine Grancher, Clément Virmoux and Julien Cavero



Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/geocarrefour/12918>

DOI: 10.4000/geocarrefour.12918

ISSN: 1960-601X

Publisher

Association des amis de la Revue de géographie de Lyon

Brought to you by Bibliothèque Interuniversitaire de Montpellier



Electronic reference

Annabelle Moatty, Delphine Grancher, Clément Virmoux and Julien Cavero, « Bilan humain de l'ouragan Irma à Saint-Martin : la rumeur post-catastrophe comme révélateur des disparités socio-territoriales », *Géocarrefour* [Online], 93/2 | 2019, Online since 30 December 2019, connection on 06 January 2020. URL : <http://journals.openedition.org/geocarrefour/12918> ; DOI : 10.4000/geocarrefour.12918

This text was automatically generated on 6 January 2020.

© Géocarrefour

Bilan humain de l'ouragan Irma à Saint-Martin : la rumeur post-catastrophe comme révélateur des disparités socio-territoriales

Human toll of hurricane Irma in Saint-Martin: the post-disaster rumour reveals socio-territorial disparities

Annabelle Moatty, Delphine Grancher, Clément Virmoux and Julien Cavero

Ces travaux ont bénéficié du financement de l'ANR TIREX (Transfert des apprentissages de Retours d'Expériences scientifiques pour le renforcement des capacités de réponse et d'adaptation individuelles et collectives dans un contexte de changement climatique - ANR-18-OURA-0002) et du Labex Dynamite (Dynamiques Territoriales et Spatiales). Les auteurs tiennent à remercier VISOV ainsi que l'ensemble des personnes rencontrées dans le cadre de ce travail.

Introduction Générale

- ¹ Le 6 septembre 2017 à l'aube, l'ouragan Irma (catégorie 5 sur l'échelle de Saffir-Simpson), traverse les îles de Saint-Martin et Saint-Barthélemy dans les Antilles. Saint-Martin est partagée entre une Collectivité territoriale d'Outre-mer (COM) française au nord et un État indépendant du royaume des Pays-Bas au sud. Le bilan officiel est de 11 décès et 2 disparus côté français, 4 décès côté hollandais. Les communications ont été coupées juste après le passage de l'œil de l'ouragan¹ et pendant plusieurs heures. Cet isolement produit par la rupture des communications est propice au développement des rumeurs, qui « [est] très fréquent après les catastrophes, et semble constituer l'une des modalités par laquelle il [l'évènement] accède à l'existence sociale » (Dourlens, 2003). Si la rumeur participe à l'appropriation de la catastrophe par les sinistrés, elle est aussi alimentée par des personnes extérieures, créant ainsi du lien entre sinistrés et ceux que

l'on pourrait appeler les « *non sinistrés mais solidaires* » par la création d'une interprétation commune.

- 2 Cinq jours après l'ouragan, un article des Décodeurs (*Le Monde*, 11/09/17) liste les différentes rumeurs associées au passage d'Irma sur Saint-Martin. La première d'un point de vue chronologique fut celle des « *250 détenus évadés de la prison partiellement détruite de Pointe-Blanche* », qui a été démentie officiellement le jour-même. La deuxième rumeur a été celle de l'évacuation de la préfète déléguée de Saint-Martin vers la Guadeloupe. Le 10 septembre 2017, la préfecture de Guadeloupe dément grâce à une photographie la montrant entourée de pompiers et de journalistes aux côtés des sinistrés à Saint-Martin. Ces deux rumeurs, associées à celle des morts, furent les plus relayées.
- 3 La diffusion de ces fausses informations a eu un impact sur la gestion de la crise et de la post-crise. Par exemple, la rumeur des évasions de la prison, associée aux incivilités (vols alimentaires, pillages, intrusions dans des propriétés privées, etc.), a fait pencher en faveur de l'envoi des forces spéciales françaises (parmi lesquelles le Groupe d'Intervention de la Gendarmerie Nationale) dont le nombre s'est avéré surdimensionné vis-à-vis de la situation sur place. La rumeur relative au nombre de morts (de 100 décès à quelques milliers) est la plus persistante puisqu'elle perdure plus d'un an après le passage de l'ouragan, entraînant toujours des conséquences socio-politiques locales. En effet, que ce soit lors de nos entretiens, à travers la revue de presse menée en continu depuis le passage de l'ouragan ou par la veille réalisée sur différents réseaux sociaux (Facebook et Twitter principalement), les informations se croisent et se démentent tout en construisant collectivement des théories surprenantes quant au bilan humain de cette catastrophe.
- 4 Fondé sur une enquête de terrain à Saint-Martin côté français uniquement (8 classes de collège et lycée, plus de 60 entretiens individuels et 3 groupes de discussion) réalisée en novembre 2017 (2 mois après la catastrophe) et en novembre 2018 (14 mois après), ce travail propose d'identifier les origines et d'analyser les raisons de la persistance de la rumeur. Prférant la solidité et la rigueur des faits prouvés et validés, les études scientifiques ont tendance à mettre à distance la rumeur. Nous choisissons ici de mettre la focale sur la rumeur en tant qu'objet central, révélateur des réalités socio-économiques et de leur traduction spatiale ainsi que des difficultés de communication en période post-catastrophe. Les résultats des enquêtes à Saint-Martin ont été complétés par des entretiens en métropole, une revue de presse et l'étude des chroniques tenues par un habitant de Saint-Martin qui parcourt l'île du 5 au 27 septembre 2017 (Bushman, 2018).
- 5 Dans cet article, nous analysons les causes et, dans une moindre mesure, les conséquences de cette rumeur. Nous nous appuyons, dans un premier temps, sur un cadrage conceptuel concernant les rumeurs et la période post-catastrophe, ainsi que sur une description des spécificités du contexte administratif, social et territorial local. Nous retraçons ensuite la chronologie de l'évènement et analysons la spatialisation de la rumeur en lien étroit avec les modalités de sa diffusion. Enfin, nous montrons comment chaque Saint-martinois a été confronté à la remise en question du bilan humain, perçu comme « sous-estimé », vis-à-vis de l'ampleur des dommages d'une part, et de la réalité socio-territoriale de l'île d'autre part. Outre la pertinence scientifique, la légitimité politique de ce sujet est aussi avérée puisque le rapport sénatorial de 2018 sur les risques naturels en Outre-mer (Arnell *et al.*, 2018) aborde explicitement le

problème des rumeurs et *fake news* apparues après l'ouragan Irma dans un paragraphe entier (p. 155). Cela soulève également la difficile question de la communication en période post-crise.

Rumeurs post-catastrophe et remise en question des bilans : le cas d'Irma à Saint-Martin

Cadrage conceptuel rumeurs et post-catastrophe

- 6 Le processus de reconstruction post-catastrophe comprend les opérations de déblaiement, nettoyage, réparation, réhabilitation, reconstruction, rétablissement de la fonctionnalité des réseaux et infrastructures critiques et structurantes, redémarrage des services et relèvement de la société et de ses activités. Il démarre à des pas de temps différents à l'échelle des individus et des territoires et prend appui sur la période de sortie de crise, marquée par le départ des secours (Moatty *et al.*, 2017). La post-catastrophe est une période propice au développement ou à la réactivation de rumeurs puisqu'elle est le temps des bilans et des retours d'expérience qui donnent lieu à une recherche de responsabilités (Moatty, 2015). La législation française définit et encadre la procédure pour dresser un bilan humain suite aux catastrophes. Ce bilan comporte des informations sur « *les victimes (qui sont les personnes décédées et disparues) que l'on distingue des sinistrés (personnes affectées et / ou blessées)* » (Boissier, 2013, p. 72), auxquelles s'ajoutent les portés disparus, ceux dont le corps n'a jamais été retrouvé (Boissier, 2013).

Comment dresser le bilan humain des catastrophes ?

- 7 En cas de catastrophe liée à un risque majeur² (pandémie, canicule ou autre catastrophe « naturelle »), les premières estimations sont rapides (quelques heures en général), mais plusieurs facteurs peuvent retarder les autorités dans la consolidation du bilan humain. L'indisponibilité des médecins pour établir les certificats de décès, l'insuffisance du nombre de véhicules de transport, les difficultés d'identification des familles des défunts, ou encore, en cas de décès massifs, la saturation des lieux de dépôt des corps avant mise en bière sont autant d'écueils. S'ajoute à cela une multiplicité d'acteurs selon les missions : le secours aux personnes et la gestion de crise dépend du Ministère de l'Intérieur, les études épidémiologiques relèvent de la compétence du Ministère de la Santé et des Agences régionales de Santé (ARS), la gestion des corps dépend à la fois des Ministères de l'Intérieur et de la Santé. Dans la procédure gestion des décès massifs (ORSEC – Gestion des décès massifs, procédures communes, 2005), c'est l'échelon départemental, par la voix du préfet qui est responsable de l'organisation de la chaîne funéraire (regroupement des corps retrouvés par les équipes de sauvetage, organisation des inhumations, délivrance des certificats de décès, information et accueil des familles, etc.). La procédure prévoit notamment d'avertir les responsables de cultes ainsi que les associations de la fédération France Victimes. Notons enfin qu'il n'y a aucune obligation légale ou réglementaire des autorités à fournir publiquement une liste de victimes d'un évènement.
- 8 À l'échelle internationale, la base de données EM-DAT³, du centre de recherche sur l'épidémiologie des désastres, recense les décès liés aux catastrophes « naturelles » à

condition qu'elles aient causé au moins 10 morts ou 100 personnes évacuées ou déplacées, ou alors nécessité la déclaration d'un état d'urgence ou d'un appel à l'aide internationale. En France, la recherche académique porte peu d'intérêt à l'épidémiologie des catastrophes, notamment en raison du caractère tabou qui entoure la question des morts (Gaume et Borga, 2008). En outre, les systèmes d'alerte précoce associés aux progrès de la prévention ont permis « *la diminution du nombre de morts et de blessés ainsi que des pertes en moyens de subsistance enregistrées au cours [de ces] trente dernières années* » (Revet, 2009, p. 28). Dans les pays développés, le nombre de décès est « *considéré comme faible, voire négligeable* (Torterotot, 1993) » ce qui fait basculer ces morts dans la catégorie des « *dommages incompressibles sur lesquels on ne peut pas agir* » (Vinet et al., 2011). Les travaux émanant de chercheurs français sur la mortalité post-catastrophe traitent en majeure partie des inondations. De manière générale, « *l'étude des décès [...] reste encore un sujet très sensible, relevant du domaine privé et pour lequel règne un climat de méfiance envers ceux qui s'y intéressent* » (Boissier, 2012, p. 32). Cette méfiance, associée à la multiplication des acteurs en charge de la gestion des corps, de la santé et salubrité publique et plus généralement de la gestion de crise, rend le sujet opaque. Enfin, le système français repose sur la « *confidentialité des causes de décès, interdisant à plusieurs échelons administratifs d'avoir accès à cette information* » (Vassy, 2010, p. 57), ainsi que sur le secret professionnel qui implique l'anonymat des victimes. Il en résulte une communication compliquée qui contribue à nourrir les rumeurs dans le contexte post-catastrophe.

La période post-catastrophe, propice au développement de rumeurs

- 9 En matière de temporalité, le processus de reconstruction post-catastrophe est composé de cinq périodes (Quarantelli, 1999 ; Moatty, 2015), de l'urgence au relèvement, en passant par la réhabilitation, la restauration et la reconstruction. Si la période post-catastrophe a sa propre temporalité (comprise entre quatre ans et une vingtaine d'années), elle n'est pas pour autant déconnectée des temps du développement du territoire dont elle est une composante (Oliver-Smith, 1992 ; Gaillard, 2002 ; Kates et al., 2006 ; Moatty et al., 2017).
- 10 Souvent relayée par les médias, y compris pour la démentir, la rumeur est le résultat d'une construction sociale qui dépasse le simple écho ou bouche à oreille (Froissart, 2002 ; Boudou, 2015). Les liens entre rumeur, médias et crise sont étroits dans la mesure où la rumeur est un « *phénomène de communication qui apporte d'abord une information multiforme (légende, conte, parodie, canular, polémique, allégation, petite phrase, propos calomnieux...) non vérifiée, quasi anonyme, présentant des doutes sur sa véracité et circulant rapidement dans un groupe social sous une forme écrite ou orale. Cette information est plutôt pessimiste et apparaît surtout en période de crise, au moment où surgissent des catastrophes, accidents, deuils, peurs, angoisses, doutes, incertitudes* » (Sotto, 2006, p. 68). La couverture médiatique des catastrophes met en lumière certains faits plus que d'autres, choisis en fonction de préjugés culturels, sociaux, politiques et techniques (Pajot, 2006 ; Miles et Morse, 2008). Notons à ce sujet les vives réactions qu'ont suscitées certains reportages sur Saint-Martin après la catastrophe⁴ montrant une île peuplée de trafiquants en tous genres où règne l'insécurité. Les médias de masse ne présentent ainsi qu'une partie de la catastrophe (Mc Entire, 2007) et endossent la fonction de « *colle sociale* » (Miles et Morse, 2008) en disséminant une information commune au-delà des frontières géographiques (Moatty, 2015). En plus des médias de masse, les réseaux sociaux sont un

relai rapide et efficace des informations, mais aussi des rumeurs. « *Sur internet, les rumeurs enflent, faisant état, pour les plus folles, de centaines, voire de milliers de morts. Les réseaux sociaux en décuplent l'écho* » (*Le Monde*, 14/09/17). Au-delà de ce rôle de propagation de l'écho de la rumeur, les réseaux sociaux en ont assuré la réactivation permanente.

- 11 Les rumeurs concernant le nombre de morts se retrouvent régulièrement après les catastrophes (Revet, 2006 ; Boudou, 2015 ; Moatty, 2015). Revet prend l'exemple des inondations et coulées de boue dans l'État de Vargas (Vénézuéla) le 15 décembre 1999, où « *aucun chiffre officiel du nombre de morts n'a été donné, les chiffres oscillants entre 500 et 50 000 (Altez et Revet, 2005)* » (cités par Revet, 2006). Les travaux d'Altez et Revet ont établi un bilan de 852 morts et disparus. La post-catastrophe est aussi le temps du deuil et le fait de dénombrer, d'identifier et de nommer les morts fait partie de l'activité symbolique (Eyre, 2006), donc fédératrice au sens étymologique du terme (Shibutani, 1966).
- 12 L'identification d'un *leadership* fort et légitime est alors nécessaire pour coordonner les actions et organiser la communication, que ce soit en temps de crise ou de post-crise. Hernandez (2009) constate qu'un des obstacles à la reconstruction après Katrina à la Nouvelle-Orléans a été l'absence d'autorité référente identifiée et légitime. Les pouvoirs publics ont multiplié les discours, parfois contradictoires. Une des conséquences a été un refus quasi systématique des propositions de modification de l'urbanisme proposées par le gouvernement local. Dans ce domaine, la constitution d'un comité de gestion de crise tel que la Cellule Interministérielle de Crise (CIC), ou de programmation de la reconstruction tel que la Mission Interministérielle de la Reconstruction (MIR), pose les conditions d'une prise de décision plus collégiale (Moatty, 2018) et permet de développer une stratégie de communication à l'échelle nationale. Ces modalités de gouvernance structurées à l'échelle interministérielle permettent d'administrer la post-catastrophe et de réunir décideurs, bailleurs et services techniques. Cependant, elles n'intègrent pas directement les élus locaux. Dans le cas de Saint-Martin, les compétences qui incombent à la COM (article 74 de la Constitution) et le contexte politique local, notamment le rapport avec la métropole, expliquent que la communication n'ait pu être endossée par la CIC puis la MIR seules. D'une manière plus générale, les travaux de Brenkert-Smith *et al.* (2012) montrent que le grand public accorde davantage de valeur aux sources locales et à l'interaction face à face car elles représentent une information localisée et personnalisée.
- 13 « *La réalité des crises vécues montre que la communication reste un paramètre essentiel de la gestion d'un accident majeur. Les communes doivent se préparer à communiquer en période de crise avec trois principes intangibles : ne pas mentir, s'en tenir aux faits et ne pas essayer de les cacher, vérifier les informations pour éviter rumeurs et désinformations. Dans le cadre du PCS [Plan Communal de Sauvegarde], une réflexion doit être menée afin de se préparer à la communication de crise* » (IRMa, 2013). Notons cependant que cette injonction à éviter les rumeurs n'est assortie d'aucun conseil pratique (les conseils en la matière semblent exclusivement dispensés par des cabinets de consultants) et, également, qu'avant Irma, la collectivité de Saint-Martin n'avait pas réalisé de PCS.
- 14 Si la période post-catastrophe est, en effet, propice au développement ou à la réactivation de rumeurs, notons qu'au sujet de l'ouragan Luis (5 septembre 1995) à Saint-Martin, nous n'avons pas trouvé, dans les archives de presse de l'année suivante, de trace d'une rumeur concernant le nombre de morts. Le bilan matériel et économique

de Luis (catégorie 4) a laissé des séquelles sur le territoire durant des années (Magnan, 2008). Les premiers éléments de contestation du bilan officiel émergent en 2010 dans un ouvrage de D. Jeffrey. L'auteur y explique que malgré les 2 victimes reconnues par les voies officielles en partie française (les archives de presse évoquent un bilan de 8 morts), il existe des témoignages et des rumeurs – qu'elle ne distingue pas, volontairement – qui indiquent « *une centaine de morts* », « *des cadavres dans des chambres froides* » et « *des hélicoptères militaires transportant de grands sacs* » (Jeffrey, 2010). Le contenu des sacs n'est pas décrit, mais son propos insinue qu'ils pourraient contenir des corps.

Le territoire de Saint-Martin et la saison cyclonique 2017

Situation administrative de Saint-Martin

- 15 Saint-Martin est une île de 90 km², située à 240 km au nord de la Guadeloupe, partagée depuis 1648 (traité de Concordia) entre une partie française au nord (56 km²) et une partie néerlandaise au sud (34 km²). La partie française est, depuis 2007 (et la loi organique du 21 février⁵), une COM, reprenant l'ensemble des compétences précédemment dévolues à l'ancienne commune de Guadeloupe, mais aussi celles du département, de la région, ainsi que certaines compétences de l'État telles que le tourisme, la domanialité, la fiscalité, ou encore l'urbanisme.
- 16 D'un point de vue social, Saint-Martin est une île cosmopolite (plus d'une centaine de nationalités) qui reste en même temps très communautaire (Redon, 2007). La partie française est structurée en quartiers avec des réalités socio-économiques très hétérogènes. Le rapport de la chambre territoriale des comptes sur l'exercice de la COM entre 2007 et 2016 (CTC Saint-Martin, 2018), le rapport de P. Gustin (Gustin, 2017), préfet de Guadeloupe et délégué interministériel à la reconstruction des îles de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin depuis le 12 septembre 2017 jusqu'au 15 mai 2019, ainsi que le rapport de la Cour des comptes de 2018 présentent un portrait de la COM dont les difficultés sont autant liées à la défaillance de certains services (sureffectif, sous-encadrement, dépenses indues...) qu'au désengagement de l'État sur ce territoire. Ces lacunes engendrent de nombreuses difficultés quotidiennes pour les habitants de l'île (problèmes administratifs récurrents relatifs aux impôts, ou à la scolarité par exemple) qui mettent en cause la capacité à administrer efficacement le territoire, que ce soit par la COM ou par l'État.

Population et organisation territoriale

- 17 Saint-Martin connaît, dans les années 1980, une explosion démographique en réponse au besoin de main-d'œuvre pour les constructions touristiques en plein essor du fait des lois successives de défiscalisation (Magnan, 2008 ; Benoit, 2015 ; Gustin, 2017). Selon les derniers chiffres disponibles, la partie française recense 35 107 habitants (2017) et la partie néerlandaise, 37 224 habitants (2014). Cependant, une part importante de la population immigrée n'est pas recensée (Gustin, 2017) et les statistiques de 2012 de l'INSEE indiquent qu'un tiers de la population saint-martinoise est immigrée⁶. La difficulté à connaître avec précision le nombre de personnes résidant sur le territoire alimente indéniablement la rumeur du nombre de morts. En 2012, six habitants sur 10 étaient allocataires d'une prestation de la caisse d'allocation familiale et 21 % de la population bénéficiait du revenu de solidarité active (contre 7 % en Île-de-France qui

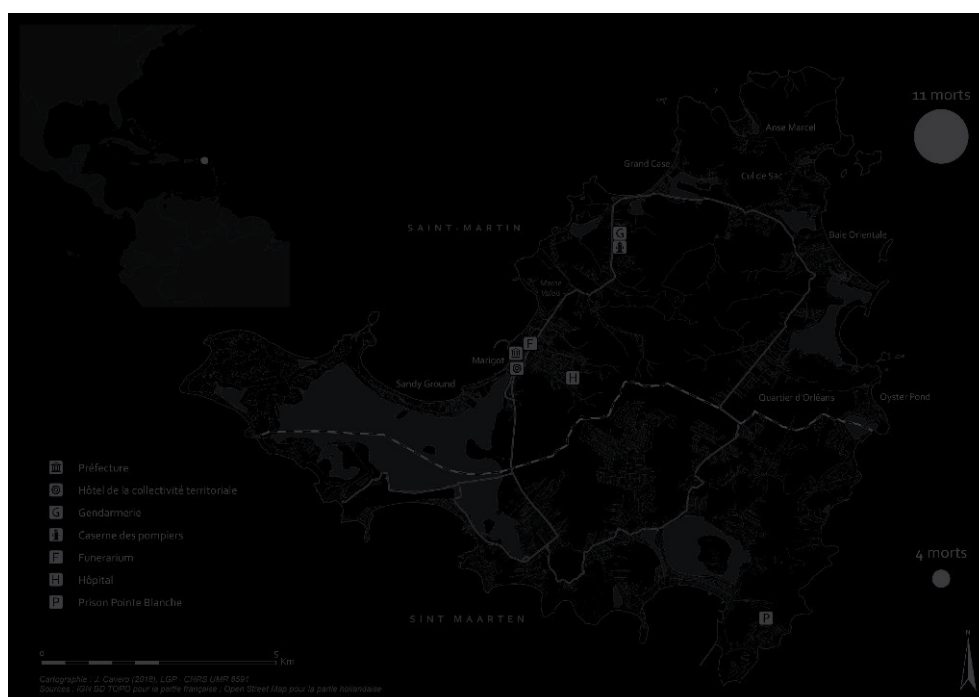
est une des régions concentrant le plus de précarité) (INSEE, 2016). Ces populations immigrées et défavorisées résident principalement dans les quartiers de Sandy-Ground et de Quartier d'Orléans (cf. figure 1). Ces quartiers sont fortement exposés aux risques d'inondation et de submersion (Duvat, 2008) et ont été particulièrement détruits par l'ouragan.

- 18 Le poids de l'économie informelle est important (Gustin, 2017). Dans ce contexte de difficulté à construire une information officielle fiable, associée à un tissu ancien et profondément implanté d'activités illégales, une part de la population est transparente, potentiellement non recensée. Pourtant, elle est visible de tous puisqu'installée parfois depuis plusieurs générations et intégrée dans un tissu social : les enfants sont scolarisés, les familles sont connues de leur voisinage et certains travaillent sur le territoire depuis des années⁷ (Benoit, 2015). Les populations immigrées sont structurées en communautés, prenant parfois la forme d'associations, comme c'est par exemple le cas pour les Indiens et les Haïtiens, et la solidarité est très active pour accueillir les nouveaux venus, comme ce fut le cas récemment pour les migrants du Venezuela.

Bilans officiels de l'ouragan Irma

- 19 Irma est le premier ouragan de catégorie 5 à toucher les Petites Antilles. Pour les deux îles de Saint-Barthélemy et Saint-Martin, les bilans des destructions et endommagements s'élèvent à 3 milliards d'euros dont 1,9 milliard de pertes assurées (bilan Irma CCR 2017⁸), faisant de cet événement l'un des plus coûteux pour le système assurantiel français. Pour Saint-Martin, les études d'endommagements et de destructions réalisées dans les semaines et mois après la catastrophe ont abouti au chiffre - très médiatisé - de 95 % des bâtiments et infrastructures sinistrés. La préfecture, la médiathèque et 4 des 21 établissements scolaires ont été considérés comme trop dangereux pour être occupés à nouveau (cf. figure 1). Le bilan humain officiel fait état, pour la quinzaine de territoires sinistrés, de 134 décès et plus de 1 000 blessés (dont 11 morts et 2 disparus à Saint-Martin). Le montant total des dommages est estimé à plus de 65,8 milliards de dollars US (Nicolas *et al.*, 2018).

Figure 1 : Carte de contexte et des quartiers de Saint-Martin



Production propre des auteurs

- 20 Face à l'importance des dommages, le nombre de victimes peut paraître relativement faible mais peut s'expliquer par différents facteurs. La politique de prévention au travers des consignes de comportement ainsi que la préparation – tardive – des populations furent efficaces. En effet, dans les entretiens menés lors des deux missions de terrain, les personnes enquêtées affirment toutes avoir fait des réserves d'eau et de nourriture, pris des mesures de protection de leur logement et, pour certains, avoir évacué chez des proches pour être plus en sécurité. Au-delà de la crise, la solidarité spontanée a sans conteste permis de répartir les ressources disponibles pour organiser la reconstruction.
- 21 Le niveau de développement du territoire explique également ce bilan. En effet, l'accès aux services de santé a été maintenu, des moyens humains ont été déployés pour renforcer les actions de mise en sécurité des personnes et des biens. Le centre hospitalier de Saint-Martin (cf. figure 1) était sinistré mais opérationnel avec un bloc opératoire fonctionnel. Cela étant, dès le 6 septembre 2017, des blessés en urgence absolue ont été évacués vers la Guadeloupe ou la Martinique (dont 70 évacuations sanitaires par les bateaux des douanes⁹). Les pharmacies ont été détruites et pillées, mais l'accès aux médicaments n'a pas été interrompu (Bushman, 2018), notamment grâce à la présence des équipes de l'Établissement de Préparation et de Réponse aux Urgences Sanitaires (EPRUS) arrivées le 7 septembre 2017 et l'installation de dispensaires par la Croix Rouge Française. Enfin, il ressort de nos enquêtes que la cinétique de l'ouragan a permis à certains de changer de refuge pendant le passage de l'œil et que les durées de submersion ont la plupart du temps été suffisamment courtes pour pouvoir y survivre. La situation post-catastrophe dans la partie française de Saint-Martin ne peut donc pas être comparée à celle de Porto-Rico (sinistré par l'ouragan Maria en 2017) où le nombre de morts indirects est très élevé à cause notamment de la rupture du système de santé (Kishore *et al.*, 2018).

La rumeur des morts

- 22 La version la plus répandue de la rumeur à Saint-Martin relate que le nombre de morts serait supérieur à 11 (depuis une centaine jusqu'à plusieurs milliers) et qu'il serait volontairement passé sous silence par les autorités. De cette hypothèse découlent des raisonnements compliqués pour justifier le fait qu'aucun habitant ne peut donner le nom d'une personne ou d'une famille (encore moins ceux des centaines de personnes...) qui manqueraient à l'appel. Après avoir reconstitué la chronologie de l'apparition de la rumeur et expliqué la procédure concernant la gestion des victimes, nous démontrons ici que les supposées victimes ne sont ni les populations immigrées clandestines ni les marginaux sans domicile.

Chronologie et spatialisation de la rumeur : une île coupée du monde

Passage de l'œil de l'ouragan et rupture des communications

- 23 Le 6 septembre 2017, vers 6h (13h, heure de Paris) l'œil de l'ouragan passe sur l'île, les photos et vidéos provenant de Saint-Martin montrent des dégâts très importants et la préfecture de Guadeloupe reçoit un message alarmant de la préfète déléguée avant une interruption de communication de plusieurs heures¹⁰. Les premiers bilans communiqués à la presse par le ministre de l'Intérieur¹¹ indiquent déjà la destruction totale de la préfecture, la destruction partielle de la caserne des pompiers et de la toiture de la gendarmerie à Saint-Martin (cf. figure 1), sans précision quant au bilan humain.
- 24 Lors des entretiens de la commission sénatoriale sur les risques naturels en Outre-mer (Arnell *et al.*, 2018), M. Pascal Bolot, préfet et directeur de la protection et de la sécurité de l'État au Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, déclare que les services de l'État, au plus haut niveau, devant le peu d'informations disponibles venant des Antilles, avaient tous en tête le bilan des milliers de morts du tsunami de 2004 en Asie. Cet élément a été déterminant pour le dimensionnement des équipes de secours (et des moyens qui leur ont été attribués). L'envoi en particulier de l'équipe de l'Institut de recherche criminelle de la Gendarmerie Nationale (IRCGN) et l'acheminement de lots de sacs mortuaires contribuent à alimenter directement la rumeur.

La recherche d'informations dans les premiers jours après l'ouragan

- 25 Dès le matin du 6 septembre 2017, les habitants, privés d'information extérieure, ne connaissent que quelques décès dont le nombre est cohérent avec le bilan officiel. Dans les premières heures, les Saint-martinois se sont retrouvés dans une situation d'isolement, en termes géographiques d'abord (impossibilité de quitter l'île ou son quartier, voire sa résidence selon les conditions d'accessibilité) et de communication, puisque les réseaux téléphonique et internet ne fonctionnaient plus. L'auteur des chroniques (Bushmann, 2018) parcourt la partie française de Oyster Pond à Sandy Ground par la route principale dès le 6 septembre et ne voit aucune victime. Puis il va dans plusieurs quartiers plus éloignés du 7 au 10 septembre (Anse Marcel, Baie Orientale, Grand Case). Au fur et à mesure des rencontres, il reconstitue un bilan : un

gendarme donne un bilan maximal de « 10 à 12 morts » (p. 48), quelques personnes signalent des victimes isolées (une femme âgée à Quartier d'Orléans p. 7, un homme dans le lagon, peut-être côté hollandais p. 54) mais sans être des témoins directs (cf. figure 2). De la même façon, les entretiens que nous avons menés avec les habitants des différents quartiers de Saint-Martin confirment que, dès la fin de l'ouragan, dans leur résidence, rue ou quartier, « *il ne manquait personne* » et que les quelques personnes décédées ont été rapidement identifiées.

- 26 Le 7 septembre 2017, certains habitants de Saint-Martin ont pu envoyer des messages très brefs vers la métropole (cf. figure 2), la Guadeloupe ou la Martinique par téléphone portable en se déplaçant au Morne Valois (cf. figure 1). D'après les chroniques et nos entretiens, le réseau téléphonique est rétabli partiellement le 11 septembre. Les opérateurs téléphoniques et la Croix Rouge ont aussi ouvert un accès libre au Wifi permettant la communication par messageries instantanées. C'est aussi à partir de cette date qu'apparaissent à Saint-Martin les premières rumeurs de « *corps de bébés qui flottent* », « *de personnes retrouvées sans ongles* » (Bushman, 2018, p. 54), de « *containers remplis de corps* » (Bushman, 2018, p. 116). A partir de cette date, des bilans aussi gigantesques qu'imprécis circulent. Ils proviennent de sources non identifiées et présentent des dénombrements par quartiers. Deux quartiers font l'objet de toutes les attentions : Sandy Ground et Quartier d'Orléans, les quartiers « pauvres » qui concentrent l'habitat précaire et les populations les plus modestes.

Entre application de la loi française et contexte local

Multitude des sources et confusion de l'information

- 27 Dans la première semaine après Irma, les bilans officiels diffusés par les différents ministères du gouvernement français se succèdent et se contredisent parfois (cf. tableau 1). Une liste de victimes a été communiquée au public lors du conseil territorial du 9 novembre 2017, alors que la recherche officielle des victimes a pris fin en mai 2018, n'occasionnant pas de mise à jour du bilan définitif.
- 28 Dans la presse nationale, les articles écrits par des journalistes envoyés sur place (pour certains avant l'ouragan) qui démentent la rumeur de milliers de morts, sont publiés quelques jours après l'ouragan. Il apparaît que les premières rumeurs ne viennent pas de Saint-Martin ni de témoins directs (cf. *Supra*). Un article du *Monde* (*Le Monde*, 13/09/17) analyse la provenance des discours. Le journaliste fait référence à deux vidéos virales (dont une de 20 minutes en date du 9 septembre 2017 et qui a fait plus de 4 millions de vues et 120 000 partages en 4 jours) postées par deux internautes françaises qui n'étaient pas à Saint-Martin pendant l'ouragan, ni dans les jours qui ont suivi (cf. figure 2).

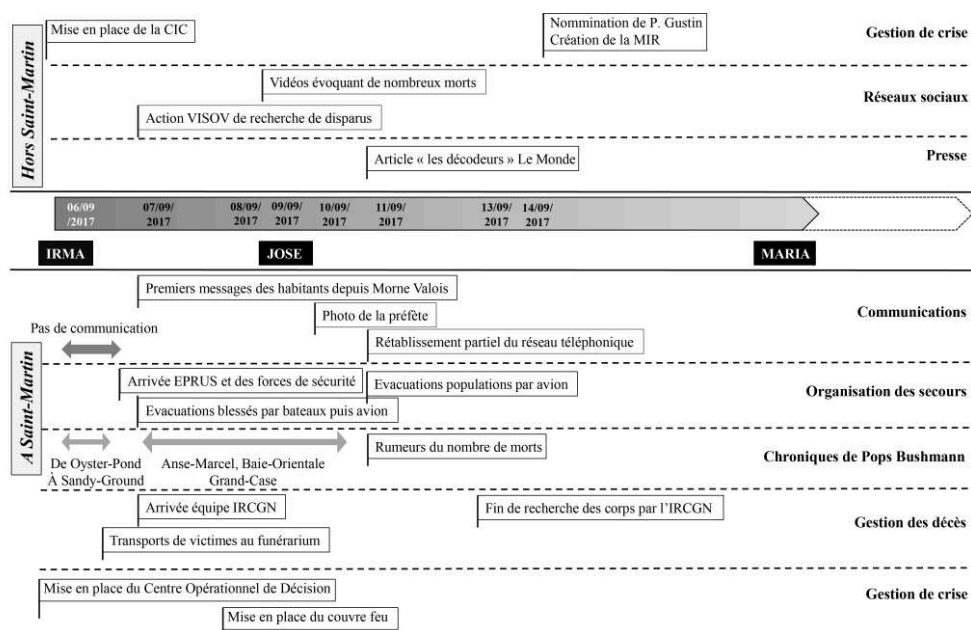
Tableau : Chronologie des bilans fournis par les autorités dans la presse et les communiqués officiels

Date	Information « État »	Information « COM »
------	----------------------	---------------------

06/09	« Le bilan sera dur et cruel » E. Macron	Daniel Gibbs (président de la COM) sur RCI « 95 % de l'île est détruite, il y a des cadavres de bateaux partout (...) on est en état de siège »
	Au moins 2 morts (Ministère des Outre-mer)	
	Au moins 6 morts (Préfecture de Région)	
07/09	8 morts (G. Collomb, Ministre de l'Intérieur)	
	4 morts (E. Philippe, Premier Ministre)	
08/09	9 morts et 7 disparus (Ministère de l'Intérieur)	
11/09	« Une douzaine de morts et quelques disparus, mais on va être prudent, il n'y a eu aucun décès après la catastrophe » (A. Buzyn, Ministre de la Santé)	
13/09	11 personnes décédées mais le bilan n'est pas définitif (A. Buzyn)	
15/09	Sur LCI A. Girardin « appelle à la prudence concernant le bilan humain, car tout n'a pas été déblayé »	
07/11		Liste de 10 noms de victimes (+1 non identifié) publiée
Mai 2018	Fin des recherches de victimes d'Irma	
Date	Information « État »	Information « COM »

Production propre des auteurs

Figure 2 : Chronologie post-Irma à Saint-Martin vue par le prisme de la rumeur du nombre de morts



Production propre des auteurs

- 29 Si la revue de presse menée dans la presse nationale montre que la rumeur disparaît des sujets au bout de quelques semaines, nos entretiens mettent en évidence son ancrage profond dans la société saint-martinoise. En effet, la question s'est posée systématiquement, sans pour autant que toutes les personnes interrogées l'intègrent de la même façon dans leur récit. Un an après l'ouragan, pour la date anniversaire, les journaux régionaux (par exemple France Antilles, n° 14-571, 5 septembre 2018) ont réalisé des articles sur cette rumeur en avançant des arguments rationnels pour la démentir, sans effet visible sur la perception locale. L'article paru dans *France Antilles* par exemple, intitulé « La fake news de l'année : les milliers de morts à Saint-Martin » retrace l'historique de cette rumeur et choisit de publier le témoignage du procureur de Basse-Terre, S. Finielz, qui reconnaît que « la parole institutionnelle a mis du temps à se rapprocher des journalistes et à se diffuser ». Les journalistes mettent en avant cinq arguments qui « infirment la rumeur », au premier rang desquels le manque de crédibilité de cette fausse information du fait notamment de la chaleur post-Irma qui aurait rendu insoutenable la présence de milliers de corps en décomposition. En outre, aucun signalement n'a été fait auprès du procureur dans les semaines qui ont suivi. Nos entretiens confirment qu'il n'y a pas d'autre porté disparu que les deux mentionnés par le bilan officiel. Lorsque l'on demande aux habitants des différents quartiers s'il manquait une de leurs connaissances, la réponse est systématiquement « non ». A ce titre, il n'y a pas eu, lors des hommages, de « demande de comptes sur le mode où sont nos morts » (*France Antilles*, 05/09/18). Les journalistes insistent aussi sur l'absence d'images de corps à l'ère de l'omniprésence des réseaux sociaux. Enfin, le dernier argument est repris au préfet Gustin qui interroge l'intérêt pour l'Etat et la COM à cacher des morts.

L'organisation des funérailles à Saint-Martin

- 30 La capacité des services funéraires publics à Saint-Martin en 2017 était assez restreinte puisque le seul hôpital de la partie française, le centre hospitalier Louis Constant

Fleming, possède une morgue qui ne peut contenir que deux corps. Habituellement les défunts sont gardés au funérarium Inter Funeral Services SXM (IFS SXM) qui possède une salle adaptée pouvant recueillir plusieurs dizaines de corps. Le seul crématorium – le Royal Funeral Home – se trouve côté hollandais.

- 31 Les corps des personnes d'origine étrangère peuvent être renvoyés par les familles selon une procédure établie avec les consulats. Celui d'Haïti, par exemple, délivre les documents administratifs permettant de faire inhumer les ressortissants d'Haïti qui le souhaitent dans leur pays d'origine, quel que soit leur statut sur le territoire saint-martinois. Ainsi, les personnes en situation illégale ne sont pas totalement invisibles (*cf. Infra*).
- 32 Dès le 6 septembre 2017, comme prévu par le Code général des collectivités territoriales, les premières victimes découvertes ont été transportées (par des véhicules 4x4 de la Gendarmerie) au complexe funéraire qui avait été réquisitionné pour faire face à un « *afflux de cadavres* »¹². Une équipe de 20 personnes de l'IRCGN a été déployée le 7 septembre 2017. Pendant 6 jours, des recherches de corps ont été effectuées en particulier dans les bateaux coulés. Ces opérations ont permis de ramener neuf corps qui ont ensuite été envoyés par bateau, dans des containers réfrigérés, à l'Institut médico-légal de Point-à-Pitre en Guadeloupe. A ce bilan s'ajoutent un décès à l'hôpital, une crise cardiaque sur le tarmac de l'aéroport et deux disparus (une femme et un nourrisson sur des voiliers).
- 33 Ces éléments sont facilement vérifiables, mais il faut aussi prendre en compte ici les lacunes de communication. A titre d'exemple, le directeur de l'hôpital¹³, présenté comme « *le mieux placé pour comptabiliser les victimes* », est interrogé pour démentir la rumeur. Cette interview est contreproductive puisqu'il n'a pas eu à gérer les corps des personnes décédées hors de l'hôpital et ne peut donc donner aucune information sur le bilan. De la même manière, l'IFS SXM donne une interview¹⁴ le 7 novembre 2017 au sujet de neuf corps amenés juste après Irma. Cette interview était censée contribuer à mettre un terme à la rumeur mais ses imprécisions et maladresses (décalage d'une semaine dans les dates, confusion entre taux d'occupation et capacité maximale de la salle adaptée pour plusieurs dizaines de corps) ont sûrement entretenu les doutes.
- 34 Enfin, les procédures officielles spécifiques à la gestion de crise, d'organisation des secours ou encore de prise en charge des victimes ne sont pas connues du grand public. Elles n'ont d'ailleurs pas nécessairement vocation à l'être dans le détail mais, face à la situation locale tendue, l'absence de communication sur l'objectif des opérations a contribué à nourrir les rumeurs. Ainsi, « *la présence de militaires aux abords du funérarium* », « *l'utilisation de containers frigorifiques* », « *la liste officielle incomplète* », mais aussi des lieux communs comme le fait que « *le bilan ne pouvait pas atteindre officiellement quarante morts pour ne pas mettre l'île en quarantaine* » sont autant de propos récurrents que nous avons pu recueillir lors de nos entretiens. Ces éléments, que l'on retrouve aussi en partie dans les rumeurs sur le bilan officiel suite à l'ouragan Luis, nourrissent la rumeur qui se construit petit à petit dès le lendemain de l'ouragan. Ainsi, les rumeurs post-Irma réactivent les rumeurs post-Luis et les intensifient. En effet, lors de nos enquêtes, plusieurs répondants affirment que « *c'est la même situation qu'après Luis* ». L'analyse des archives de la presse locale et nationale de 1995 et 1996, ainsi que les rapports d'associations (par exemple le groupe d'information et de soutien des immigrés très impliqué après Luis contre les autorités locales¹⁵) ne permet pas de

corroborer cette analyse puisque les articles et rapports ne mentionnent pas cette rumeur ni ne questionnent le bilan officiel.

Ce que la rumeur dit des réalités socio-territoriales de Saint-Martin, la « friendly island »

- 35 A travers nos enquêtes, nous constatons un « dédoublement » dans de nombreux discours : « *tous nos voisins étaient vivants... hagards mais vivants* » mais « *l'évènement que nous avons vécu est trop grave pour qu'il y ait si peu de morts* ». Ce dédoublement conduit à un paradoxe : les sinistrés rencontrés n'ont pas évoqué de mort que nous n'avons pu relier à un des noms apparaissant sur la liste officielle mais, face aux destructions, à la peur de mourir et au traumatisme, la rumeur se nourrit de la certitude que, dans les autres quartiers, « *on nous cache des morts* ». Pourtant, « *personne ne peut imaginer que des dizaines de personnes, voire des familles restent introuvables sans que leurs proches ne s'en alarment* » (*Le Monde*, 14/09/17).

Qui sont les morts ?

Connaître les noms des victimes par la voie officielle

- 36 L'Etat civil (compétence de la COM) pourrait être *a priori* une source d'informations pour la population, mais il n'existe pas de publication régulière ni de rubrique spécialisée dans la presse écrite locale. L'annonce des décès et des funérailles se fait par les familles, le bouche-à-oreille, au sein des communautés religieuses, sur les réseaux sociaux et par affichage dans les rues. Certains décès sont parfois annoncés sur les radios (sur l'île ou en Guadeloupe) lors d'un bulletin nécrologique très suivi.
- 37 La COM a communiqué sur l'identité des 11 victimes lors du premier conseil territorial du 9 novembre 2017 qui a commencé par un hommage. Quelques avis d'obsèques ont été publiés et repris par la presse. Un des facteurs qui contribue à expliquer la remise en question du bilan officiel est l'incapacité pour certains habitants à retrouver les noms de connaissances décédées sur la liste. Il est d'usage à Saint-Martin d'avoir des surnoms ou d'utiliser plusieurs prénoms pour une même personne. Ainsi, si les habitants connaissent réellement une personne décédée, ils ignorent parfois son Etat civil. Par exemple, une femme est enregistrée à l'Etat civil avec son premier prénom et son nom de jeune fille, mais peut se faire appeler par un autre prénom, son deuxième par exemple et le patronyme de son compagnon. Ce fut notamment le cas de Madame Sheila Richardson (nom donné dans la presse et identité sous laquelle elle est connue) qui apparaît dans la liste officielle sous son nom de jeune fille : Jeanne Carty.

Les morts seraient ces « autres » qu'on ne voit pas

- 38 Le contexte socio-culturel de l'île de Saint-Martin, marqué par une vie communautaire qui se traduit par la fréquentation des mêmes lieux, a sans doute facilité la propagation de rumeurs. D'un point de vue spatial, la rumeur sur le nombre de morts met en exergue une « *clustérisation* » du territoire. En effet, lorsqu'on demande aux enquêtés où seraient morts ceux qui ne figurent pas sur la liste officielle, la réponse est systématiquement la même « *ce n'est pas chez nous, c'est là-bas, dans l'autre quartier* ». Cet « *autre quartier* » avec de nombreuses victimes c'est celui qui est plus loin, plus pauvre,

plus près de la mer, plus isolé : c'est Sandy Ground et Quartier d'Orléans. La veille du passage de l'ouragan, lorsque la préfète recommande l'évacuation (encadrée par les forces de l'ordre) par des bus réquisitionnés à destination des abris, une majeure partie des habitants de Sandy Ground et Quartier d'Orléans refuse. Une autre hypothèse évoquée serait que des marginaux aient disparu, ces autres qui vivraient dissimulés, en dehors de tout réseau. En effet, il existe, à Marigot en particulier, une centaine d'hommes qui sont sans domicile fixe, dormant dans la rue ou dans des squats.

- 39 Ces centaines, voire milliers, de « *morts cachés* » ne sont ni les immigrés en situation irrégulière ni les marginaux. Le refus d'évacuer dans les quartiers de Sandy Ground et de Quartier d'Orléans ne signifie pas pour autant que les habitants aient passé l'ouragan dans des habitats vulnérables. D'une part, ces populations ont des relations crispées avec la police territoriale, la gendarmerie et la police aux frontières¹⁶. D'autre part, le nombre de places était limité dans les neuf abris (environ 700 places). Toutes les personnes interrogées ont privilégié des liens personnels associés à un critère de solidité perçue du logement dans lequel, entre proches, ils allaient « *faire l'ouragan* » comme il est d'usage de dire aux Antilles. J.-C. Huc et F. Pagny Benito Espinal (2015) expliquent aussi qu'il est fréquent de se regrouper dans la seule partie de la maison construite en dur (les toilettes ou la salle de bain le plus souvent), de courir se mettre en sécurité chez un voisin, à l'instar du personnel présent dans le centre de décision de la préfecture qui a changé plusieurs fois de refuge (*Le Monde*, 19/09/17). Ces témoignages se retrouvent dans tous les quartiers de l'île et nombreux sont ceux qui se sont réfugiés (soit avant le passage de l'ouragan, soit pendant l'œil) chez des voisins un étage plus haut ou un étage plus bas avant que leur appartement soit détruit (Bushmann, 2018, p. 113 à 133).
- 40 En outre, l'aide aux personnes en situation de grande précarité sur ce territoire est principalement constituée d'un accueil de jour pour les hommes et d'un centre d'hébergement pour les femmes : le Manteau de Saint-Martin qui comptait, à l'été 2017, 150 hommes et 12 femmes avec leurs enfants. La veille de l'ouragan, les travailleurs sociaux ont orienté les hommes sans domicile vers les refuges officiels. Certains y sont restés plusieurs jours, compte tenu des conditions parfois plus favorables que celles de leur quotidien. Ils sont tous identifiés et aucun ne manquait après l'ouragan, certains ont bénéficié des rapatriements gratuits vers la Guadeloupe, la Martinique ou la métropole et reviennent progressivement sur l'île depuis l'été 2018. Ces discours sur la rumeur du nombre de morts suite à l'ouragan Irma expriment une forte « clustérisation » socio-territoriale qui traduit de fortes disparités en terme de niveaux de vie¹⁷ entre les quartiers ainsi que l'imperméabilité des frontières entre quartiers et entre communautés. Les différentes communautés (ethniques, religieuses, d'intérêts, etc.) se connaissent mal et se fréquentent peu, en dehors des institutions au premier rang desquelles l'école, ce qui nourrit des fantasmes quant aux modes de vie respectifs des uns et des autres et dresse dans l'imaginaire collectif de chaque communauté des portraits caricaturaux « *des autres* ».

Les échanges et les liens entre Saint-Martin et le reste du territoire français expliquent aussi l'ampleur de la diffusion de la rumeur

- 41 Dans son rapport de 2016, l'INSEE rappelle que de nombreux natifs de Saint-Martin vivent hors du territoire. De plus, en 2012, 18 % des habitants de Saint-Martin venaient

des autres territoires des Outre-mer français et 16 % sont nés en France métropolitaine (INSEE, 2016). Structurellement, une grande partie des Saint-martinois a donc des liens forts avec les autres territoires français. Ainsi, la rumeur concernant les morts à Saint-Martin a pu être diffusée et amplifiée sur l'ensemble du territoire français.

Les recherches de disparus par des proches hors de l'île

- 42 Si les Saint-martinois ont eu le réflexe d'aller voir leurs connaissances sur l'île dès les premiers jours après l'ouragan et de communiquer rapidement et succinctement par sms, cela n'a pas empêché la diffusion sur les réseaux sociaux de listes diverses de personnes disparues. En appui au travail de la cellule de communication de la CIC et devant la dispersion des informations (les « chercheurs » multipliaient les appels sans annuler les recherches une fois les personnes retrouvées), l'association Volontaires Internationaux en Soutien Opérationnel Virtuel (VISOV) a mis à disposition un questionnaire en ligne pour recenser les personnes disparues et centraliser les informations. La plupart des personnes cherchant des proches étaient en métropole et sur les 736 signalements (ce qui correspond à plus de 1 700 personnes recherchées), plus de 70 % ont été faits le 7 et le 8 septembre 2017, seuls 2 signalements ont été faits après le 14 septembre. Au départ, ce sont donc des parents proches qui ont signalé des disparitions, puis, avec l'apparition et la diffusion des rumeurs, le cercle des personnes recherchant quelqu'un s'est élargi avec des anciens habitants qui ne connaissaient plus ni l'adresse ni parfois le nom exact ou qui étaient sans certitude quant à la présence effective de la personne sur l'île à la date de l'ouragan.

Des départs quantifiés, des retours inconnus

- 43 En octobre 2017, le chiffre de 8 000 personnes ayant quitté l'île était annoncé par la ministre de l'Outre-mer (ce qui représente environ un quart de la population totale). Il repose essentiellement sur le nombre de personnes évacuées par les rotations aériennes en septembre et une estimation large des départs en bateau qui sont impossibles à recenser avec précision. A ce jour, aucune statistique n'est disponible sur les retours effectifs. A titre d'indicateur, le nombre d'élèves atteint 80 % de l'effectif attendu à la rentrée de Noël 2017 (données fournies par le rectorat de Guadeloupe). Toutefois, le nombre d'élèves en tant qu'indicateur doit être nuancé puisqu'il ne concerne que les familles avec enfants scolarisés dans des établissements publics. Il ne rend pas non plus compte des familles dans lesquelles les adultes sont revenus mais ont scolarisé leurs enfants en dehors de Saint-Martin.
- 44 La rumeur étudiée ici est fondée sur la remise en question du bilan humain d'Irma et sur les écueils de la communication post-catastrophe (multiplication des communicants et des informations, pas d'harmonisation, peu de prise en compte des spécificités locales, etc.) sur lesquels sont tombées à plusieurs reprises les communications officielles. C'est donc dans un contexte de méfiance forte envers les autorités que s'est développée cette rumeur du nombre de morts. De l'approbation au démenti, elle a concerné l'ensemble de la société saint-martinoise.

Conclusion

- 45 La rumeur relative au nombre de morts à Saint-Martin naît d'un décalage entre la gravité perçue de l'évènement et le bilan humain officiel. Elle dit aussi la méconnaissance que les habitants ont les uns des autres, d'une résidence à l'autre, d'un quartier à l'autre. Les quartiers de Saint-Martin recouvrent des réalités socio-économiques, voire ethniques et culturelles, très différentes qui s'ignorent largement les unes les autres. Nous avons montré qu'un bilan proche de la centaine ou du millier de morts n'est pas crédible, même si, devant les destructions très symboliques des bâtiments de la préfecture, d'écoles ainsi que ceux des forces de l'ordre et des services de secours, les autorités, les proches et finalement le pays entier ont anticipé un bilan humain extrêmement lourd.
- 46 Il faut cependant mettre en avant comme facteur explicatif de la rumeur les difficultés de communication, impossible dans les premiers temps. En outre, les messages transmis lorsque les télécommunications furent rétablies ont été parfois confus voire contradictoires et tardifs. Dans le même temps, l'importance de la couverture médiatique a compliqué d'autant le démenti que les sources d'information se multipliaient. A ce titre, l'influence des réseaux sociaux est cruciale. Elle a servi de chambre d'écho et, par là même, d'amplification aux différentes rumeurs ainsi qu'aux clichés. T. Loison président de l'association VISOV dit dans le rapport sénatorial « [...] il a fallu gérer davantage la population métropolitaine que la population guadeloupéenne... Ces réseaux sont aujourd'hui un défi : en l'absence de communication officielle, d'autres communiqueront, d'une manière difficile à maîtriser ». Ainsi, à l'heure des réseaux sociaux la rumeur du nombre de morts a traversé plusieurs fois l'océan Atlantique de manière virale sans pour autant quitter le territoire français. Notons ici qu'il n'y a eu aucun élément dans la presse étrangère (anglophone et haïtienne entre autres) ni sur des sites complotistes qui questionne le nombre de morts.
- 47 La rumeur dit le flou et le traumatisme qui réveillent des méfiances latentes. Elle opère une dégradation du « climat social » de la période post-catastrophe (Moatty *et al.*, 2017) et traduit un malaise qui préexistait à l'arrivée de l'ouragan. Cette situation, sans être exclusive à ce territoire, amplifie les disparités existantes et exacerbe les situations de précarité. Ainsi, « la circulation des rumeurs a sans doute également été démultipliée par un mélange de peur, de colère et de désespoir » (*Le Monde*, 14/09/17). Ceci fait écho aux nombreux témoignages qui expriment le sentiment que ni les médias ni la parole publique n'ont su retranscrire la gravité des souffrances des sinistrés.
- 48 Les spécificités socio-territoriales de l'île (disparités importantes de niveau de vie entre quartiers à l'échelle de l'île et regroupement en communautés homogènes au sein des quartiers et résidences) ainsi que les modalités d'habiter, fortement marquées par l'entre soi, en font des entités relativement imperméables les unes aux autres. La méconnaissance des différentes communautés alimente la rumeur en laissant la place au fantasme et à l'imagination. Malgré la taille restreinte du territoire, les habitants des différents quartiers ne se fréquentent pas ou alors par le biais d'une communauté d'intérêt. Ce fonctionnement en vase clos, associé à la culture du secret qui caractérise l'île, ont ancré la rumeur à l'échelle locale. Dans ce contexte, elle a réellement joué la fonction de « colle sociale » en créant un discours commun à tous les saint-martinois : « on nous cache des morts ». En parallèle, la prise de parole officielle, retardée par l'état général de désorganisation inhérent à toute crise, a présenté plusieurs lacunes au début

du processus de sortie de crise. Ces écueils ont peu à peu été résorbés avec les déclarations officielles successives du président de la COM, D. Gibbs, du président E. Macron et du préfet P. Gustin, qui ont été complétées par des articles de presse relayant des arguments rationnels, sans pour autant parvenir à faire totalement taire la rumeur.

BIBLIOGRAPHY

- ARNELL G., DARNAUD M., JASMIN V., 2018, *Risques naturels majeurs : urgence déclarée Outre-Mer - Auditions (rapport d'information) Rapport d'information n° 688 (2017-2018)*, fait au nom de la Délégation sénatoriale aux outre-mer, déposé le 24 juillet 2018, 224 p.
- BENOIT C., 2015, *Au cœur des ténèbres de la friendly island : migrations, culture et sida à St Martin*, Québec, Presse de l'Université Laval, 230 p.
- BOISSIER L., 2013, *La mortalité liée aux crues torrentielles dans le sud de la France : une approche de la vulnérabilité humaine face à l'inondation*, Thèse de doctorat en Géographie, Université Paul Valéry - Montpellier III, 215 p.
- BOUDOU M., 2015, *Approche multidisciplinaire pour la caractérisation d'inondations remarquables : enseignements tirés de neuf événements en France (1910-2010)*, Thèse de doctorat en Géographie, Université Paul Valéry - Montpellier III, 464 p.
- BUSHMANN P., 2018, *Petites chroniques d'un très gros cyclone*, éditeur Lyonnais-Baumann Alexandre, 152 p.
- BRENKERT-SMITH H., CHAMP P.-A., FLORES N., 2012, Trying Not to Get Burned : Understanding Homeowners' Wildfire Risk-Mitigation Behaviors, *Environmental Management*, 50 : 1139. <https://doi.org/10.1007/s00267-012-9949-8>
- BRGM, 1995, *Conséquences du passage des ouragans Iris, Luis et Marylin aux Antilles françaises (Guadeloupe et Martinique)*, Rapport de mission, R 38 790, 50 p.
- CHAMBRE TERRITORIALE DES COMPTES DE SAINT-MARTIN – CTC, 2018, *Rapport d'observations définitives sur la gestion de la collectivité de Saint-Martin sur la période 2007-2016*, n°2016-009, 99 p.
- COMBET T., GENRE-GRANDPIERRE G., JEAN R.-M., LAURET D., LOUYOT C., RICHARD L., SIMON O., 2017, *Rapport d'Activité de 2016 de Saint-Martin*, Ed. IEDOM, ISSN1632-420X – ISBN 978-2-35292-002-1, 100 p.
- COURS DES COMPTES – CDC, 2017, *L'action et les interventions de l'Etat à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin*, Référé n° S2017-4110, 7 p.
- CORIS RISKS CONSULTING, 2003, *Retour d'expérience sur la prise de décision et le jeu des acteurs : le cas de l'ouragan Lenny dans les Petites Antilles au regard du passé*, Rapport final, 332 p.
- DESARTHE J., 2018, Ouragans et submersions dans les Antilles françaises (XVII^e - XX^e siècle), *Études caribéennes* [Online], 29 | Décembre 2014, DOI : 10.4000/etudescaribeennes.7176
- DOURLENS C., 2003, *La question des inondations au prisme des sciences sociales*, CERPE, Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement (DRAST), 102 p.

- DUVAT V., 2008, Le système du risque à Saint-Martin (Petites Antilles françaises), *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 11 | 2008, DOI : 10.4000/developpementdurable.7303
- EYRE A., 2006, Remembering: Community Commemoration after Disaster, in RODRIGUEZ H., QUARANTELLI E.L., DYNES R., (eds.), *Handbook for disaster research*, New York, Springer, p. 441-455.
- FROISSART P., 2000, L'invention du « plus vieux média du monde », *MÉI « Médiation et information »*, n° 12-13.
- GAILLARD J.-C., 2002, Implications territoriales et ethnoculturelles d'une crise volcanique : le cas de l'éruption du Mont Pinatubo aux Philippines, *Annales de Géographie*, n° 627-628, p. 574-591
- GAUME E., BORGA M., 2008, Post-flood field investigations in upland catchments after major flash floods: proposal of a methodology and illustrations. *Journal of Flood Risk Management*, 1 [4], p. 175-189, DOI : 10.1111/j.1753-318X.2008.00023.x
- GUSTIN P., 2017, *Repenser les Iles du Nord pour une reconstruction durable*, 34 p. pdf en ligne : <https://www.gouvernement.fr/2017/11>
- HERNANDEZ J., 2009, The Long Way Home : une catastrophe qui se prolonge à La Nouvelle-Orléans, trois ans après le passage de l'ouragan Katrina, *L'Espace géographique*, 2009/2, vol. 38, p. 124-138.
- HUC J.-C., PAGNEY BENITO-ESPINAL F., 2015, Les aléas de la prévision, in HUC J.-C. et ETNA M., 2015, *Eclat de temps Anthologie des évènements climatiques extrêmes de la Guadeloupe*, PLB Editions, 456 p.
- INSEE, 2016, *Dossier Saint-Martin : Terre d'accueil et de contrastes*, 26 p.
- Institut des Risques Majeurs (IRMa), 2013, *Les responsables des collectivités face au Plan Communal de Sauvegarde, Garantir son caractère opérationnel, "Partageons nos expériences pour prévenir nos risques"*, 24 p.
- JEFFRY D., 2010, *Saint Martin Déstabilisation sociétale dans la Caraïbe française*, Paris, L'Harmattan, 249 p.
- KATES R.-W., COLTEN C.-E., LASKA S., LEATHERMAN S.-P., 2006, Reconstruction of New Orleans after Hurricane Katrina: a research perspective, *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, 103, 40, p. 14653-14660.
- KISHORE N., MARQUÉS D., MAHMUD A., KIANG M.-V., RODRIGUEZ I., FULLER A., EBNER P., SORENSEN C., RACY F., LEMERY J., MAAS L., LEANING J., IRIZARRY R.-A., BALSARI S., O. BUCKEE C., 2018, Mortality in Puerto Rico after Hurricane Maria, *The New England Journal of Medicine*, 379, p. 162-170 DOI: 10.1056/NEJMs1803972
- Mc ENTIRE D., 2007, *Disaster Response and Recovery*, Hoboken, New-Jersey, Wiley, 498 p.
- MAGNAN A., 2008, L'espace littoral a-t-il toujours de la valeur ? Autour des friches touristiques de l'île de Saint-Martin (Petites Antilles), *Norois*, 206 (1), p. 37-52
- MOATTY A., 2015, *Pour une géographie des reconstructions post-catastrophe : risques, sociétés et territoires*, Thèse de doctorat en Géographie, Université Paul Valéry - Montpellier III, 491 p.
- MOATTY A., GAILLARD J.-C., VINET F., 2017, Du désastre au développement : Les enjeux de la reconstruction post-catastrophe, *Annales de géographie*, n° 714 (2/2017), p. 169-194.
- MOATTY A., 2018, La reconstruction après les inondations : une opportunité préventive ? In VINET F., (dir.), *Connaissance et gestion des inondations*, Tome 2; ISTE ed.

- MILES B., MORSE S., 2006, The role of media in natural disaster risk and recovery, *Ecological Economics*, n° 63 in Science Direct, 9 p.
- NICOLAS T., PAGNEY BÉNITO-ESPINAL F., LAGAHÉ E., GOBINDDASS M.-L., 2018, Les catastrophes cycloniques de septembre 2017 dans la Caraïbe insulaire au prisme de la pauvreté et des fragilités sociétales, *EchoGéo*, 46 | 2018, DOI : 10.4000/echogeo.16439
- OLIVER-SMITH A., 1992, *The Martyred City: Death and Rebirth in the Andes*, Waveland Press Inc., 280 p.
- ORSEC, 2005, *Gestion des décès massifs, procédures communes, livret pratique du guide ORSEC*, Ministère de l'Intérieur, Ministère de la Santé et des Solidarités et de l'Aménagement du territoire, 26 p.
- PAJOT A., 2006, Faire face aux médias audio-visuels en temps de crise : s'adapter à l'évolution des médias internationaux, *Magazine de la communication de crise et sensible*, Ed. Observatoire International des Crises, vol. 11, p. 44-45.
- QUARANTELLI E.-L., 1999, *The disaster recovery process: what we know and do not know from research*, Preliminary paper n° 286. Newark, DE, University of Delaware, disaster research center.
- REDON M., 2007, Migrations et frontière : le cas de Saint-Martin, *Études caribéennes* [En ligne], 8 | Décembre 2007, DOI : 10.4000/etudescaribeennes.962
- REJET S., 2009, Les organisations internationales et la gestion des risques et des catastrophes « naturels », *Les Etudes du CERI*, n° 157, p. 30.
- REJET S., 2006, *Anthropologie d'une catastrophe, Les coulées de boue de 1999 sur le littoral central Vénézuélien*, Thèse de doctorat en Anthropologie, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine (Paris III – Sorbonne nouvelle), 407 p.
- SHIBUTANI T., 1966, *Improvised News: A Sociological Study of Rumor*, Indianapolis, Bobbs Merrill.
- SOTTO E., 2006, Crises et rumeurs : l'union secrète !, *Magazine de la communication de crise et sensible*, Ed. Observatoire International des Crises, vol. 11, p. 67-70.
- TORTEROTOT J.-P., 1993, *Le coût des dommages dus aux inondations : estimation et analyse des incertitudes*, Thèse de l'ENPC-CERGRENE, Noisy-le-Grand, 287 p. + vol. d'annexes.
- VASSY C., 2010, *Enregistrer les morts, identifier les surmortalités une comparaison Angleterre, Etats-Unis et France*, Rennes, Presses de l'Ecole des hautes études en santé publique, 97 p.
- VINET F., BOISSIER L., DEFOSSEZ S., 2011, La mortalité comme expression de la vulnérabilité humaine face aux catastrophes naturelles : deux inondations récentes en France (Xynthia, var, 2010), *Vertigo* [En ligne], Volume 11 Numéro 2 | septembre 2011, DOI : 10.4000/vertigo.11074

NOTES

1. L'œil de l'ouragan est une zone de vents calmes, il est délimité par les murs de l'œil, zones où les vents sont les plus puissants et les plus destructeurs.
2. « La définition que je donne du risque majeur, c'est la menace sur l'homme et son environnement direct, sur ses installations, la menace dont la gravité est telle que la société se trouve absolument dépassée par l'immensité du désastre » (Haroun Tazieff).
3. <https://www.emdat.be/database>
4. <https://www.europe1.fr/medias-tele/la-collectivite-de-saint-martin-denonce-un-reportage-a-charge-dune-emission-de-m6-3754460>
5. <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000465963&dateTexte=>

6. Les immigrés à Saint-Martin sont originaires en majorité d'Haïti (38 %), de République Dominicaine, de La Dominique, des Antilles néerlandaises (dont Sint-Maarten), de Jamaïque et des îles britanniques (INSEE, 2012)
 7. <http://www.lepelicain-journal.com/saint-martin/social/Des-familles-toujours-en-grande-precarite-16327.html>
 8. <https://bilancatnat.ccr.fr/index/irma-2017>
 9. <http://www.douane.gouv.fr/Portals/0/fichiers/information/publication-douane/bilans-resultats/resultats-2017.pdf>
 10. <https://la1ere.francetvinfo.fr/ouragan-irma-retour-nuit-terreur-prefecture-saint-martin-536245.html>
 11. <https://www.rci.fm/infos/risques-naturels/urgent-irma-devaste-les-iles-du-nord-situation-de-crise>
 12. <https://www.resonance-funeraire.com/index.php/actu/4325-irma-ifs-sxm-la-filiale-anubis-a-saint-martin-mobilisee>
 13. <https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/irma-directeur-hopital-saint-martin-dement-rumeurs-510539.html>
 14. <https://www.resonance-funeraire.com/index.php/actu/4325-irma-ifs-sxm-la-filiale-anubis-a-saint-martin-mobilisee>
 15. <https://www.gisti.org/spip.php?article4004>
 16. C. Benoit, (2015) parle de rafles d'haïtiens sans papier aux abords des centres de soin pour le SIDA dans les années 1990.
 17. Entendue au sens du « revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation » (INSEE). A Saint-Martin, 61,2 % des résidents fiscaux déclarent un revenu net imposable inférieur à 10 000 €, et un peu plus de 15 % des foyers déclare des revenus supérieurs à 30 000 € (rapport d'activité 2016 de Saint-Martin).
-

ABSTRACTS

Hurricane Irma on September 6th, 2017 affected the French West Indies. The islands of Saint-Martin and Saint-Bartolomeo have been the scene of several rumours. We are interested here in the rumour about the number of deaths. In Saint-Martin, the human toll was 11 dead and 2 missing, part of which was on boats. From the point of view of the victims, in the face of the scale of the phenomenon, the trauma caused by this crisis, the presence of people in an irregular situation, homeless and marginal, very precarious housing areas, and in a context of distrust of the general public towards the authorities, the number of victims seems low, out of step with the disaster experienced and perceived. Among the explanatory factors that make it possible to limit the human toll, we can invoke the preparation of the populations, the spontaneous solidarity, the policy of prevention, the level of development of the territory as well as the kinetics of the hurricane. In the aftermath of the disaster, the rumour of a toll between 100 and more than 1,000 deaths was belied by numerous investigations as well as by official communiqués. Yet more than one year later it persists, leading to socio-political consequences that influence the post-disaster reconstruction by degrading the local social climate. Based on a field survey in Saint-Martin, this work aims to identify the origins and analyze the consequences of this rumour which reveals the socio-territorial structures of Saint-Martin, and questions the forms of communication used during the post-crisis period.

Le passage de l'ouragan Irma le 6 septembre 2017 dans les Antilles françaises, sur les Îles de Saint-Martin et Saint-Barthélemy a été le théâtre de plusieurs rumeurs. Nous nous intéressons ici à la rumeur sur le nombre de morts. A Saint-Martin, le bilan humain est de 11 morts et 2 disparus dont certains étaient sur des bateaux. Du point de vue des sinistrés, face à l'ampleur du phénomène, au traumatisme causé par cette crise, à la présence de personnes en situation irrégulière, de sans domicile fixe et marginaux, de zones d'habitat très précaire et dans un contexte de méfiance du grand public envers les autorités, le nombre de victimes paraît faible, en décalage avec la catastrophe vécue et perçue. Parmi les facteurs permettant de limiter le bilan humain, on peut évoquer la préparation des populations, la solidarité spontanée, la politique de prévention, le niveau de développement du territoire ainsi que la cinétique de l'ouragan. Dès le lendemain de la catastrophe, la rumeur d'un bilan compris entre 100 et plus de 1 000 morts fut démentie par de nombreuses investigations ainsi que par des communiqués officiels. Plus d'un an après elle persiste malgré tout, entraînant des conséquences socio-politiques qui influencent la reconstruction post-catastrophe en dégradant le climat social local. Fondé sur une enquête de terrain à Saint-Martin, ce travail propose d'identifier les origines et d'analyser les conséquences de cette rumeur qui révèle les structures socio-territoriales saint-martinoises, et questionne les modalités de la communication en période post-crise.

INDEX

Keywords: rumours, post-disaster recovery, Irma, Saint-Martin, reconstruction

Mots-clés: rumeurs, relèvement post-catastrophe, Irma, Saint-Martin, reconstruction

AUTHORS

ANNABELLE MOATTY

Laboratoire de Géographie Physique UMR8591 - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CNRS,
UPEC, 1, place A. Briand 92195 Meudon France amoatty@yahoo.fr

DELPHINE GRANCHER

Laboratoire de Géographie Physique UMR8591 - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CNRS,
UPEC, 1, place A. Briand 92195 Meudon France Delphine.GRANCHER@lgp.cnrs.fr

CLÉMENT VIRMOUX

Laboratoire de Géographie Physique UMR8591 - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CNRS,
UPEC, 1, place A. Briand 92195 Meudon France clement.virmoux@lgp.cnrs.fr

JULIEN CAVERO

Laboratoire de Géographie Physique UMR8591 - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CNRS,
UPEC, 1, place A. Briand 92195 Meudon France julien.cavero@lgp.cnrs.fr